

Tribune libre

Tract du 24 juin sur les retraites

(groupe CCI(T) - <http://www.cci-t.org>)

RETRAITES : SARKOZY ET FILLON VEULENT IMPOSER UNE DEFAITE AUX TRAVAILLEURS

LE DEVOIR DES ORGANISATIONS OUVRIERES EST D'ORGANISER LA RIPOSTE UNITAIRE ET CENTRALISEE CONTRE CE GOUVERNEMENT ET SA POLITIQUE

Après l'annonce par la chancelière allemande A.Merkel d'un plan de rigueur de 80 milliards d'euros sur 4 ans, F.Fillon a annoncé le 11 juin 2010 un plan d'économies de 100 milliards d'euros sur 3 ans pour ramener la dette de la France de 8 % du PIB en 2010 à 3 % du PIB en 2013.

La moitié de ces 100 milliards proviendraient de la réduction des dépenses publiques de l'Etat, des Collectivités locales et de la Sécurité, l'autre moitié devant provenir de l'augmentation des recettes sur une croissance à venir hypothétique.

Pour l'instant, compte tenu de la crise, seul le volet réduction des dépenses publiques est à l'ordre du jour. La bourgeoisie française cherche désespérément à ne pas se laisser décrocher de l'Allemagne, impérialisme le plus important d'Europe. Il s'agit de maintenir la note la plus élevée décernée par les agences de notations, note qui conditionne l'accès au crédit pas cher. Ainsi F. Barroin, ministre du budget affirme-t-il : « Conserver la note AAA permettrait à la France de financer ses déficits autrement que par le marché ».

**LA REFORME DES RETRAITES, PROJET ENTIEREMENT NEGOCIE
AVEC LES DIRECTIONS SYNDICALES**

Le projet de réforme des retraites est maintenant dévoilé : il a fait l'objet de nombreuses discussions, négociations directement avec le gouvernement ou au sein du Comité d'Orientation des Retraites dans lequel siègent le gouvernement et toutes les organisations syndicales et politiques dont celles qui se réclament des travailleurs.

L'impact individuel pour chaque travailleur, jeune, précaire, chômeur est très important, pas tant à cause du report à 62 ans de l'âge de la retraite, que de l'augmentation du nombre d'annuités : 41,5 en 2020. Et le plus important est le report à 67 ans de l'âge auquel, quel que soit le nombre d'annuités cotisées, est ouvert le droit de toucher sa retraite à taux plein sans décote.

De fait, pour nombre de travailleurs qui ont connu des ruptures de carrières, du chômage de longue durée, ou partiel etc... il est question d'une baisse dramatique du taux de remplacement du salaire d'activité et d'un report de l'âge de la retraite non à 62 ans mais à 67 ans d'ici à 2020.

**POUR AUTANT, CETTE REFORME VA-T-ELLE AVOIR UN EFFET IMMEDIAT
SUR LA SITUATION DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE ?**

Le 16 juin, Bercy affirmait que la réforme des retraites serait bien accueillie par les agences de notations, elle réduirait le déficit de 0,5 % du PIB d'ici à 2013 ! Autant dire une paille au regard du gain nécessaire de 5 points de PIB, objectif affiché du plan Fillon pour lequel 100 milliards d'euros d'économies vont devoir être réalisées.

Ce n'est pas la réforme des retraites qui va changer quoi que ce soit à la situation économique immédiate de la France. Pour des économistes – cités par le Figaro du 16 juin – des doutes subsistent. Les hypothèses de croissance du COR sur lesquelles se fonde le projet du gouvernement évoquent un taux de chômage de 4,5 % en 2020, beaucoup trop optimiste ! Ce ne serait donc pas la dernière réforme nécessaire pour le capitalisme.

Alors de quoi s'agit-il ?

Un économiste de la Deutsche Bank résume très bien : « Le symbole de la suppression de la base à 60 ans est important, il est plus facile de la faire bouger davantage ensuite, si besoin. » (Le Figaro du 16 juin)

**LE GOUVERNEMENT SARKOZY – FILLON DOIT IMPERATIVEMENT
INFLIGER UNE DEFAITE A LA CLASSE OUVRIERE**

Au-delà de la régression sociale réelle que cette réforme représente pour toute la classe ouvrière, le point le plus important dans la situation politique en France aujourd'hui, c'est bien l'aspect symbolique de cette réforme.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon battu aux élections européennes, laminé électoralement aux élections régionales, a absolument besoin d'obtenir une victoire sur la classe ouvrière, pour retrouver sa base électorale et pouvoir faire passer le reste de son plan de 100 milliards d'économies qui consiste à faire payer la dette du capital aux travailleurs. La réforme des retraites est de ce point de vue le premier élément du dispositif pour faire passer le reste.

**IL FAUT INTERDIRE AU GOUVERNEMENT – ETAT MAJOR DU CAPITAL –
DE FAIRE PASSER SA REFORME !**

Pendant des mois toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière (partis et syndicats) ont négocié dans le cadre du COR, ce qui signifie que toutes sont d'accord sur le postulat : il faut une réforme des retraites.

Et dès le projet de réforme du gouvernement publié, chacune y est allée de son indignation sur une réforme injuste – mais « nécessaire ». Chacune fait des contre-propositions pour que le gouvernement réécrive le texte (Une de L'Humanité du 17 juin). Aubin, de la CGT, demandant au gouvernement de « réécrire son projet de réforme sur les retraites en prenant en compte ce que disent les organisations syndicales. »

Mais pour le gouvernement, il est hors de question de réécrire la réforme sur l'essentiel, E Woerth déclarant que quel que soit le nombre de manifestants le 24 juin, le gouvernement maintiendrait sa position.

QU'EST-CE QUI EST NECESSAIRE TOUT DE SUITE ?

Il faut faire monter l'exigence de toute part : entreprises, sections syndicales, comités, collectifs : pour interdire au gouvernement de faire passer sa réforme les directions des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière doivent rompre tout dialogue avec lui, rompre avec la répétition sans fin des journées d'actions sans objectif, sans efficacité.

Il faut exiger des directions des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière qu'elles appellent sur les mots d'ordre clairs :

A bas la réforme des retraites !

Retrait du projet de loi !

**A UNE MANIFESTATION CENTRALE ET UNITAIRE
A L'ASSEMBLEE NATIONALE LE JOUR DU VOTE POUR L'INTERDIRE !**

EN FINIR AVEC CE GOUVERNEMENT, EN FINIR AVEC LE CAPITALISME

La réforme des retraites n'est que le premier élément du dispositif de l'offensive du gouvernement du capital pour tenter d'échapper à la crise systémique du capitalisme. Cette première offensive exige d'imposer aux dirigeants des organisations ouvrières, en premier lieu syndicales, un combat à la hauteur des enjeux.

Seul un parti révolutionnaire axé sur cet objectif, en dialogue permanent avec la classe ouvrière et s'appuyant sur les organisations dont elle se dote dans son mouvement : collectifs, comités d'actions, pourrait l'engager.

C'est sur cette base que nous proposons à tous ceux qui en sont d'accord d'en